

Tramway de Toulon : le bras de fer continue

VAR

L'association citoyenne Toulon@Venir souhaite que le président de la Métropole toulonnaise, Hubert Falco (LR), fasse vivre la démocratie locale en associant les citoyens. Le projet de tramway est toujours au premier rang de ses revendications.

Le débat sur le tramway se réveille ces derniers temps. Mais le débat public ne se satisfait pas des contre-vérités et des affirmations fallacieuses», souligne Jean-Paul Leroy, le président de Toulon@Venir.

Pour être tout à fait précis sur ce dossier hypersensible, il est bon de rappeler que le tramway a été déclaré d'intérêt public en 2005, après avoir été voté à l'unanimité par la collectivité TPM. Puis tout bonnement abandonné.

La première des « contre-vérités » que dénonce le militant associatif, consiste à déclarer que ce moyen de transport collectif, rapide et écologique, serait aujourd'hui dépassé. C'est ce que veut faire croire l'exécutif : « Depuis cette affirmation étonnante, quatorze grandes villes ont choisi le tramway ou ont reconduit leur choix en réalisant une ligne supplémentaire », explique Jean-Paul Leroy. Un argument qui, selon lui, ne tient guère



L'association propose la mise en place dans les collectivités d'un conseil consultatif des forces politiques non-élues afin de permettre une bonne représentation de toutes les sensibilités. PHOTO TT

la route. Tout comme la rebuffade du président de la Métropole, Hubert Falco (LR), qui renvoie constamment ses détracteurs au score des dernières municipales.

L'ombre des municipales

« Non, l'élection du maire de Toulon ne vaut pas référendum contre le tramway », lui rétorque le président de Toulon@Venir qui se défend

pour autant de mener un combat partisan comme ne cesse de le lui reprocher le président de la Métropole. « Nous sommes une association citoyenne qui porte un regard sur les affaires de la cité sans participer aux joutes électorales » précise-t-il. Et ce, même s'il ne cache pas vouloir que le dossier du tramway soit un enjeu majeur des élections municipales de 2020.

L'association réclame plus de transparence dans les grands chantiers qui engagent l'avenir de la collectivité afin de permettre aux administrés de s'impliquer davantage et de faire vivre la démocratie locale. « La légitimité d'un scrutin ne dispense pas les élus d'offrir aux citoyens une information fiable, sincère et pertinente » conclut-il.

Thierry Turpin